

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2013/15155]

Remise de lettres de créance

Le 18 juin 2013, S.E. Mme Mirjam BLAAK SOW a eu l'honneur de remettre au Roi, en audience officielle, les lettres qui l'accréditent auprès de Sa Majesté, en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire respectivement de la République d'Ouganda à Bruxelles.

S.E. a été conduite au Palais dans l'automobile de la Cour.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2013/15155]

Overhandiging van geloofsbrieven

Op 18 juni 2013 heeft H.E. Mevr. Mirjam BLAAK SOW de eer gehad aan de Koning, in officiële audiëntie, de geloofsbrieven te overhandigen die Haar bij Zijne Majesteit accrediteren in de hoedanigheid van buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur van de Republiek Oeganda, te Brussel.

H.E. werd in de automobiel van het Hof naar het Paleis gevoerd.

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS  
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2013/00441]

24 JUIN 2013 – Loi relative  
aux sanctions administratives communales (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1<sup>er</sup>. — Disposition préliminaire

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE II. — Les sanctions administratives

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Les sanctions

Section 1<sup>re</sup>. — Des infractions sanctionnées

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le conseil communal peut établir des peines ou des sanctions administratives contre les infractions à ses règlements ou ordonnances, à moins que des peines ou des sanctions administratives soient établies par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance pour les mêmes infractions.

§ 2. Dans une zone pluricommunale au sein de laquelle les conseils communaux des communes concernées ont décidé, après une concertation dont le Roi peut fixer les modalités, d'adopter un règlement général de police identique, les conseils communaux de la zone de police adoptent un règlement général de police identique pour la zone, après avis du conseil de la zone de police concerné.

§ 3. Dans l'hypothèse prévue au § 2, les conseils communaux de la zone de police peuvent en outre décider d'adopter un règlement général de police identique à une zone, plusieurs zones ou toutes les autres zones de leur arrondissement judiciaire qui font également usage de la faculté prévue par le § 2.

§ 4. Les conseils communaux des dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale peuvent adopter un règlement général de police commun, après une concertation entre les communes concernées dont le Roi peut fixer les modalités et après avis des différents conseils des zones de police concernées. Les conseils communaux des six zones de la Région de Bruxelles-Capitale peuvent en outre faire usage de la faculté prévue au § 3.

**Art. 3.** Par dérogation à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, le conseil communal peut, en outre, prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative telle que définie à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> :

- 1<sup>o</sup> pour les infractions visées aux articles 398, 448, et 521, alinéa 3, du Code pénal;
- 2<sup>o</sup> pour les infractions visées aux articles 461, 463, 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559, 1<sup>o</sup>, 561, 1<sup>o</sup>, 563, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> et 563bis, du Code pénal;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2013/00441]

24 JUNI 2013. — Wet betreffende  
de gemeentelijke administratieve sancties (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Voorafgaande bepaling

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

TITEL II. — De administratieve sancties

HOOFDSTUK 1. — De sancties

Afdeling 1. — Gesanctioneerde inbreuken

**Art. 2.** § 1. De gemeenteraad kan straffen of administratieve sancties bepalen voor de inbreuken op zijn reglementen of verordeningen, tenzij voor dezelfde inbreuken door of krachtens een wet, een decreet of een ordonnantie, straffen of administratieve sancties worden bepaald.

§ 2. In een meergemeentzone waar de gemeenteraden van de betrokken gemeenten na een overleg, waarvan de nadere regels door de Koning bepaald kunnen worden, beslist hebben een identiek algemeen politiereglement aan te nemen, nemen de gemeenteraden van de politiezone een identiek algemeen politiereglement voor de zone aan, na advies van de raad van de betrokken politiezone.

§ 3. In de hypothese voorzien bij § 2 kunnen de gemeenteraden van de politiezone bovendien beslissen om een algemeen politiereglement aan te nemen dat identiek is voor één zone, meerdere zones of alle andere zones van hun gerechtelijk arrondissement die eveneens gebruik maken van de mogelijkheid voorzien bij § 2.

§ 4. De gemeenteraden van de negentien gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kunnen een algemeen gemeenschappelijk politiereglement aannemen, na overleg tussen de betrokken gemeenten waarvan de nadere regels door de Koning bepaald kunnen worden en na advies van de verschillende raden van de betrokken politiezones. De gemeenteraden van de zes zones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kunnen bovendien gebruik maken van de mogelijkheid voorzien bij § 3.

**Art. 3.** In afwijking van artikel 2, § 1, kan de gemeenteraad bovendien in zijn reglementen of verordeningen een administratieve sanctie voorzien zoals bedoeld in artikel 4, § 1, 1<sup>o</sup> :

- 1<sup>o</sup> voor inbreuken bedoeld in de artikelen 398, 448 en 521, derde lid, van het Strafwetboek;
- 2<sup>o</sup> voor inbreuken bedoeld in de artikelen 461, 463, 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559, 1<sup>o</sup>, 561, 1<sup>o</sup>, 563, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup> en 563bis van het Strafwetboek;

3° pour les infractions suivantes qui sont déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres sur la base des règlements généraux visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et à l'exception des infractions qui ont lieu sur les autoroutes, en particulier :

- les infractions relatives à l'arrêt et au stationnement;
- les infractions aux dispositions concernant le signal C3, constatées exclusivement au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement, visés à l'article 62 de la même loi.

Section 2. — Des sanctions et mesures alternatives à ces sanctions

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances la possibilité d'infliger une ou plusieurs des sanctions suivantes pour les faits visés aux articles 2 et 3 :

- 1° une amende administrative qui s'élève au maximum à 175 euros ou 350 euros selon que le contrevenant est mineur ou majeur;
- 2° la suspension administrative d'une autorisation ou permission délivrée par la commune;
- 3° le retrait administratif d'une autorisation ou permission délivrée par la commune;
- 4° la fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif.

§ 2. Le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances les mesures alternatives suivantes à l'amende administrative visée au § 1<sup>er</sup>, 1° :

- 1° la prestation citoyenne définie comme étant une prestation d'intérêt général effectuée par le contrevenant au profit de la collectivité;
- 2° la médiation locale définie comme une mesure permettant au contrevenant, grâce à l'intervention d'un médiateur, de réparer ou d'indemniser le dommage causé ou d'apaiser le conflit.

§ 3. Les peines établies par le conseil communal ne peuvent excéder les peines de police.

§ 4. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, seule une amende administrative visée au § 1<sup>er</sup>, 1°, peut être imposée pour les infractions visées à l'article 3, 3°.

Ces infractions sont réparties par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, en quatre catégories précisant le montant des amendes administratives qui y sont liées, en fonction de la gravité de la menace qu'elles représentent pour la sécurité routière et la mobilité.

§ 5. Si le conseil communal prévoit, dans ses règlements ou ordonnances, la possibilité d'infliger à des mineurs la sanction administrative prévue au § 1<sup>er</sup>, 1°, pour les faits visés aux articles 2 et 3, il recueille préalablement l'avis de l'organe ou des organes ayant une compétence d'avis en matière de jeunesse sur le règlement ou l'ordonnance en question, pour autant qu'il existe un tel organe ou de tels organes dans la commune.

**Art. 5.** Le conseil communal ne peut prévoir simultanément une sanction pénale et une sanction administrative pour les mêmes infractions à ses règlements et ordonnances.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. L'amende administrative visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 1°, est infligée par le fonctionnaire sanctionnateur.

§ 2. Le fonctionnaire sanctionnateur répond aux conditions de qualification et d'indépendance déterminées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

§ 3. Le fonctionnaire sanctionnateur est désigné par le conseil communal, et ne peut être en même temps la personne qui, en application des articles 20 et 21, constate les infractions, ou celle qui mène la procédure de médiation. Il peut également être désigné par plusieurs communes.

**Art. 7.** La sanction administrative est proportionnée à la gravité des faits qui la motivent et en fonction de l'éventuelle récidive. Il y a récidive lorsque le contrevenant a déjà été sanctionné pour une même infraction dans les vingt-quatre mois qui précèdent la nouvelle constatation de l'infraction.

La constatation de plusieurs infractions concomitantes aux mêmes règlements ou ordonnances donnera lieu à une sanction administrative unique, proportionnelle à la gravité de l'ensemble des faits.

3° voor de volgende inbreuken die worden bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op basis van de algemene reglementen bedoeld in artikel 1, eerste lid, van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer en met uitzondering van de overtredingen op autosnelwegen, meer in het bijzonder :

- de overtredingen betreffende het stilstaan en het parkeren;
- de overtredingen van de bepalingen betreffende verkeersbord C3, uitsluitend vastgesteld door automatisch werkende toestellen, bedoeld in artikel 62 van dezelfde wet.

Afdeling 2. — Sancties en alternatieve maatregelen voor deze sancties

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

**Art. 4.** § 1. De gemeenteraad kan in zijn reglementen of verordeningen in de mogelijkheid voorzien om een of meer van de volgende sancties op te leggen voor de feiten bedoeld in de artikelen 2 en 3 :

- 1° een administratieve geldboete die maximaal 175 of 350 euro bedraagt, naargelang de overtreder minderjarig of meerderjarig is;
- 2° de administratieve schorsing van een door de gemeente verleende toestemming of vergunning;
- 3° de administratieve intrekking van een door de gemeente verleende toestemming of vergunning;
- 4° de tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van een inrichting.

§ 2. De gemeenteraad kan in zijn reglementen of verordeningen voorzien in de volgende alternatieve maatregelen voor de administratieve geldboete bedoeld in § 1, 1° :

- 1° de gemeenschapsdienst, gedefinieerd als zijnde een prestatie van algemeen belang uitgevoerd door de overtreder ten gunste van de collectiviteit;
- 2° de lokale bemiddeling, gedefinieerd als zijnde een maatregel die het voor de overtreder mogelijk maakt om, door tussenkomst van een bemiddelaar, de veroorzaakte schade te herstellen of schadeloos te stellen of om het conflict te doen bedaren.

§ 3. De door de gemeenteraad vastgestelde straffen mogen de politiestrafen niet te boven gaan.

§ 4. In afwijking van § 1 kan voor de in artikel 3, 3°, bedoelde inbreuken alleen een administratieve geldboete zoals bedoeld in § 1, 1°, worden opgelegd.

Deze inbreuken worden door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad ingedeeld in vier categorieën waarbij het bedrag van de daaraan verbonden administratieve geldboetes wordt bepaald in functie van de ernst van de bedreiging die zij betekenen voor de verkeersveiligheid en de mobiliteit.

§ 5. Indien de gemeenteraad in zijn reglementen of verordeningen de mogelijkheid voorziet om de administratieve sanctie bepaald in § 1, 1°, ten aanzien van minderjarigen op te leggen voor de feiten bedoeld in de artikelen 2 en 3 wint hij vooraf het advies in betreffende dat reglement of die verordening van het orgaan of de organen die een adviesbevoegdheid hebben in jeugdzaken, voor zover het aanwezig is of zij aanwezig zijn in de gemeente.

**Art. 5.** De gemeenteraad kan voor dezelfde inbreuken op zijn reglementen en verordeningen niet tegelijkertijd in een strafsancie en in een administratieve sanctie voorzien.

**Art. 6.** § 1. De in artikel 4, § 1, 1°, bedoelde administratieve geldboete wordt opgelegd door de sanctionerend ambtenaar.

§ 2. De sanctionerend ambtenaar beantwoordt aan de door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, vastgelegde kwalificatie- en onafhankelijkheidsvoorwaarden.

§ 3. De sanctionerend ambtenaar wordt door de gemeenteraad aangewezen en kan niet tegelijkertijd de persoon zijn die, met toepassing van de artikelen 20 en 21, de inbreuken vaststelt en de persoon die de bemiddelingsprocedure leidt. Hij kan tevens door meerdere gemeenten worden aangewezen.

**Art. 7.** De administratieve sanctie is proportioneel in functie van de zwaarte van de feiten die haar verantwoorden en in functie van de eventuele herhaling. Herhaling bestaat wanneer de overtreder reeds werd gesancioneerd voor eenzelfde inbreuk binnen de vierentwintig maanden voorafgaand aan de nieuwe vaststelling van de inbreuk.

De vaststelling van meerdere samenlopende inbreuken op dezelfde reglementen of verordeningen, geeft aanleiding tot één enkele administratieve sanctie, in verhouding tot de ernst van het geheel van de feiten.

**Art. 8.** La médiation locale est menée par un médiateur qui répond aux conditions minimales définies par le Roi, ci-après dénommé le médiateur, ou par un service de médiation spécialisé et agréé par la commune, selon les conditions et modalités déterminées par le Roi.

Sous-section 2. — De la prestation citoyenne pour les majeurs

**Art. 9.** Au cas où le règlement communal le prévoit et pour autant que le fonctionnaire sanctionnateur l'estime opportun, il peut proposer au contrevenant majeur, moyennant son accord ou à la demande de ce dernier, une prestation citoyenne en lieu et place de l'amende administrative.

**Art. 10.** La prestation citoyenne, déterminée par les règlements ou ordonnances de la commune, ne peut excéder trente heures et doit être exécutée dans un délai de six mois à partir de la date de la notification de la décision du fonctionnaire sanctionnateur.

Elle consiste en :

- 1° une formation et/ou;
- 2° une prestation non rémunérée encadrée par la commune ou une personne morale compétente désignée par la commune et exécutée au bénéfice d'un service communal ou d'une personne morale de droit public, une fondation ou une association sans but lucratif désignée par la commune.

La prestation citoyenne est encadrée par un service agréé par la commune ou une personne morale désignée par celle-ci.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur constate que la prestation citoyenne a été exécutée, il ne peut plus infliger une amende administrative.

§ 2. En cas de non-exécution ou de refus de la prestation citoyenne, le fonctionnaire sanctionnateur peut infliger une amende administrative.

Sous-section 3. — De la médiation locale pour les majeurs

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Le fonctionnaire sanctionnateur peut proposer une médiation au contrevenant majeur lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- 1° le conseil communal doit l'avoir prévu dans son règlement ainsi que la procédure et les modalités y afférentes;
- 2° l'accord du contrevenant;
- 3° une victime a été identifiée.

§ 2. L'indemnisation ou la réparation du dommage est négociée et décidée librement par les parties.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur constate la réussite de la médiation, il ne peut plus infliger une amende administrative.

§ 2. En cas de refus de l'offre ou d'échec de la médiation, le fonctionnaire sanctionnateur peut soit proposer une prestation citoyenne, soit infliger une amende administrative.

CHAPITRE 2. — Dispositions particulières applicables aux mineurs de quatorze ans et plus

Section 1<sup>re</sup>. — De l'amende administrative

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Le mineur ayant atteint l'âge de quatorze ans accomplis au moment des faits, peut faire l'objet d'une amende administrative, même si cette personne est devenue majeure au moment du jugement des faits.

§ 2. Les père et mère, tuteur, ou personnes qui ont la garde du mineur, sont civilement responsables du paiement de l'amende administrative.

Section 2. — Du devoir d'information

**Art. 15.** Lorsque le conseil communal prévoit dans son règlement que les mineurs peuvent faire l'objet de l'amende administrative visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 1°, il a le devoir d'informer, par un et tous moyens de communication, tous les mineurs et les père, mère, tuteur ou personnes qui en ont la garde, habitant la commune, des infractions commises par des mineurs punissables de sanctions administratives.

**Art. 8.** De lokale bemiddeling wordt gevoerd door een bemiddelaar die beantwoordt aan de minimale voorwaarden die door de Koning worden bepaald, hierna genoemd de bemiddelaar, of door een gespecialiseerde en door de gemeente erkende bemiddelingsdienst, overeenkomstig de door de Koning bepaalde voorwaarden en nadere regels.

Onderafdeling 2. — De gemeenschapsdienst voor de meerderjarigen

**Art. 9.** Indien het gemeentereglement dit voorziet en voor zover de sanctionnerend ambtenaar dit aangewezen acht, kan hij aan de meerderjarige overtreders, mits zijn akkoord of op zijn verzoek, een gemeenschapsdienst voorstellen in plaats van de administratieve geldboete.

**Art. 10.** De gemeenschapsdienst, bepaald door de reglementen of verordeningen van de gemeente, mag niet meer dan dertig uur bedragen en moet worden uitgevoerd binnen een termijn van zes maanden vanaf de datum van kennisgeving van de beslissing van de sanctionnerend ambtenaar.

Zij bestaat uit :

- 1° een opleiding en/of;
- 2° een onbetaalde prestatie onder toezicht van de gemeente of van een door de gemeente aangewezen bevoegde rechtspersoon en uitgevoerd ten behoeve van een gemeentedienst of een publiek-rechtelijke rechtspersoon, een stichting of een vereniging zonder winstgevend oogmerk die door de gemeente wordt aangewezen.

De gemeenschapsdienst wordt omkaderd door een door de gemeente erkende dienst of door een rechtspersoon die door deze gemeente wordt aangewezen.

**Art. 11.** § 1. Wanneer de sanctionnerend ambtenaar vaststelt dat de gemeenschapsdienst uitgevoerd werd, kan hij geen administratieve geldboete meer opleggen.

§ 2. In geval van niet-uitvoering of weigering van de gemeenschapsdienst kan de sanctionnerend ambtenaar een administratieve geldboete opleggen.

Onderafdeling 3. — De lokale bemiddeling voor de meerderjarigen

**Art. 12.** § 1. De sanctionnerend ambtenaar kan een bemiddeling aan een meerderjarige overtreders voorstellen, wanneer aan de volgende voorwaarden wordt voldaan :

- 1° de gemeenteraad moet dit hebben voorzien in zijn reglement, evenals de procedure en de daarmee gepaard gaande nadere regels;
- 2° de instemming van de overtreders;
- 3° een slachtoffer werd geïdentificeerd.

§ 2. De schadeloosstelling of herstelling van de schade wordt vrij door de partijen onderhandeld en beslist.

**Art. 13.** § 1. Wanneer de sanctionnerend ambtenaar het welslagen van de bemiddeling vaststelt, kan hij geen administratieve geldboete meer opleggen.

§ 2. In geval van weigering van het aanbod of falen van de bemiddeling, kan de sanctionnerend ambtenaar ofwel een gemeenschapsdienst voorstellen, ofwel een administratieve geldboete opleggen.

HOOFDSTUK 2. — Bijzondere bepalingen van toepassing op minderjarigen van veertien jaar en ouder

Afdeling 1. — De administratieve geldboete

**Art. 14.** § 1. De minderjarige die de volle leeftijd van veertien jaar heeft bereikt op het ogenblik van de feiten, kan het voorwerp uitmaken van een administratieve geldboete, zelfs wanneer deze persoon op het ogenblik van de beoordeling van de feiten meerderjarig is geworden.

§ 2. De vader en moeder, voogd of personen die de minderjarige onder hun hoede hebben, zijn burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de administratieve geldboete.

Afdeling 2. — De informatieplicht

**Art. 15.** Wanneer de gemeenteraad in zijn reglement voorziet dat de minderjarigen het voorwerp kunnen uitmaken van de administratieve geldboete bedoeld in artikel 4, § 1, 1°, is hij verplicht om alle in de gemeente wonende minderjarigen en vaders, moeders, voogden of personen die er de hoede over hebben, via een en alle mogelijke communicatiemiddelen te informeren over de door minderjarigen gepleegde inbreuken die bestraft kunnen worden met administratieve sancties.

## Section 3. — De la présence d'un avocat

**Art. 16.** Lorsqu'un mineur est soupçonné d'une infraction sanctionnée par l'amende administrative visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et que la procédure administrative est entamée, l'autorité compétente pour infliger la sanction en avise le bâtonnier de l'ordre des avocats, afin qu'il soit veillé à ce que l'intéressé puisse être assisté d'un avocat.

Le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique procède à la désignation d'un avocat, au plus tard dans les deux jours ouvrables à compter de cet avis.

Une copie de l'avis informant le bâtonnier est jointe au dossier de la procédure.

Lorsqu'il existe un risque de conflit d'intérêts, le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique veille à ce que l'intéressé soit assisté par un avocat autre que celui auquel ont fait appel ses père et mère, tuteur, ou personnes qui en ont la garde ou qui sont investies d'un droit d'action.

L'avocat peut également être présent lors de la procédure de médiation.

## Section 4. — Des diverses procédures applicables aux mineurs

Sous-section 1<sup>re</sup>. — De la procédure d'implication parentale

**Art. 17. § 1<sup>er</sup>.** Une procédure d'implication parentale peut être prévue préalablement à l'offre de médiation, de prestation citoyenne ou, le cas échéant, l'imposition d'une amende administrative.

§ 2. Dans le cadre de cette procédure, le fonctionnaire sanctionnateur porte, par lettre recommandée, à la connaissance des père et mère, tuteur, ou personnes qui ont la garde du mineur, les faits constatés et sollicite leurs observations orales ou écrites vis-à-vis de ces faits et des éventuelles mesures éducatives à prendre, dès la réception du procès-verbal ou du constat visé à l'article 21. Il peut à cette fin demander une rencontre avec les père et mère, tuteur, ou personnes qui ont la garde du mineur et ce dernier.

§ 3. Après avoir recueilli les observations visées au § 2, et/ou avoir rencontré le contrevenant mineur ainsi que ses père et mère, tuteur, ou personnes qui en ont la garde et s'il est satisfait des mesures éducatives présentées par ces derniers, le fonctionnaire sanctionnateur peut soit clôturer le dossier à ce stade de la procédure, soit entamer la procédure administrative.

## Sous-section 2. — De la procédure de médiation locale

**Art. 18. § 1<sup>er</sup>.** Lorsque le conseil communal prévoit dans son règlement que les mineurs peuvent faire l'objet d'une amende administrative telle que visée par l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, il y prévoit également une procédure de médiation locale et ses modalités.

§ 2. L'offre de médiation locale effectuée par le fonctionnaire sanctionnateur est obligatoire lorsqu'elle se rapporte aux mineurs ayant atteint l'âge de quatorze ans accomplis aux moments des faits.

§ 3. Les père et mère, tuteur, ou personnes qui ont la garde du mineur peuvent, à leur demande, accompagner le mineur lors de la médiation.

§ 4. Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur constate la réussite de la médiation, il ne peut plus infliger une amende administrative.

§ 5. En cas de refus de l'offre ou d'échec de la médiation, le fonctionnaire sanctionnateur peut soit proposer une prestation citoyenne, soit infliger une amende administrative.

## Sous-section 3

## De la prestation citoyenne effectuée par le mineur

**Art. 19. § 1<sup>er</sup>.** En cas de refus de l'offre ou d'échec de la médiation, le fonctionnaire sanctionnateur peut proposer une prestation citoyenne, telle que décrite à l'article 10, alinéas 2 et 3, à l'égard du mineur, organisée en rapport avec son âge et ses capacités. Il peut aussi décider de confier le choix de la prestation citoyenne et de ses modalités à un médiateur ou un service de médiation.

## Afdeling 3. — De aanwezigheid van een advocaat

**Art. 16.** Wanneer een minderjarige verdacht wordt van een inbreuk die bestraft wordt met de administratieve geldboete bedoeld in artikel 4, § 1, 1<sup>o</sup>, en de administratieve procedure in gang gezet werd, brengt de voor het opleggen van de sanctie bevoegde overheid de stafhouder van de orde van advocaten hiervan op de hoogte, zodat ervoor gezorgd wordt dat de betrokkene door een advocaat bijgestaan kan worden.

De stafhouder of het bureau voor juridische bijstand stelt een advocaat aan, uiterlijk binnen twee werkdagen na voormelde kennisgeving.

Een afschrift van het bericht van de kennisgeving aan de stafhouder wordt bij het dossier van de rechtspleging gevoegd.

Wanneer er een risico op een belangenconflict bestaat, zorgt de stafhouder of het bureau voor juridische bijstand ervoor dat de betrokkene bijgestaan wordt door een andere advocaat dan die waarop zijn vader en moeder, voogd, of personen die hem onder hun hoede hebben of die bekleed zijn met een vorderingsrecht, een beroep hebben gedaan.

De advocaat kan ook aanwezig zijn tijdens de bemiddelingsprocedure.

## Afdeling 4. — De verschillende procedures van toepassing op minderjarigen

## Onderafdeling 1. — De procedure van ouderlijke betrokkenheid

**Art. 17. § 1.** Een procedure van ouderlijke betrokkenheid kan worden voorzien voorafgaand aan het aanbod tot bemiddeling, tot gemeenschapsdienst of, desgevallend, de oplegging van een administratieve geldboete.

§ 2. In het kader van deze procedure, informeert de sanctionnerend ambtenaar per aangetekende brief de vader en moeder, voogd of personen die de hoede hebben over de minderjarige, over de vastgestelde feiten en verzoekt hen om, onmiddellijk na het ontvangen van het proces-verbaal of de vaststelling bedoeld in artikel 21, hun mondelinge of schriftelijke opmerkingen mee te delen over deze feiten en de eventueel te nemen opvoedkundige maatregelen. Hij kan hiertoe een ontmoeting vragen met de vader en moeder, de voogd of de personen die de minderjarige onder hun hoede hebben en de minderjarige.

§ 3. Na de in § 2 bedoelde opmerkingen te hebben ingewonnen en/of de minderjarige overtreder te hebben ontmoet, evenals zijn vader, moeder, voogd of personen die er de hoede over uitoefenen en indien hij tevreden is over de educatieve maatregelen die door deze laatsten werden voorgesteld, kan de sanctionnerend ambtenaar hetzij de zaak in dit stadium van de procedure afsluiten, hetzij de administratieve procedure opstarten.

## Onderafdeling 2. — De lokale bemiddelingsprocedure

**Art. 18. § 1.** Wanneer de gemeenteraad in zijn reglement voorziet dat de minderjarigen het voorwerp kunnen uitmaken van een administratieve geldboete zoals bedoeld in artikel 4, § 1, 1<sup>o</sup>, voorziet hij hierin eveneens een procedure van lokale bemiddeling en de nadere regels ervan.

§ 2. De sanctionnerend ambtenaar dient verplicht een aanbod van lokale bemiddeling voor te stellen aan minderjarigen die de volle leeftijd van veertien jaar bereikt hebben op het ogenblik van de feiten.

§ 3. De vader en moeder, voogd of personen die de hoede hebben over de minderjarige, kunnen op hun verzoek de minderjarige begeleiden bij de bemiddeling.

§ 4. Wanneer de sanctionnerend ambtenaar het welslagen van de bemiddeling vaststelt, kan hij geen administratieve geldboete meer opleggen.

§ 5. In geval van weigering van het aanbod of falen van de bemiddeling, kan de sanctionnerend ambtenaar ofwel een gemeenschapsdienst voorstellen, ofwel een administratieve geldboete opleggen.

## Onderafdeling 3. — De gemeenschapsdienst uitgevoerd door de minderjarige

**Art. 19. § 1.** In geval van weigering van het aanbod of falen van de bemiddeling, kan de sanctionnerend ambtenaar een gemeenschapsdienst voorstellen, zoals omschreven bij artikel 10, tweede en derde lid, jens de minderjarige, die georganiseerd wordt in verhouding tot zijn leeftijd en capaciteiten. Hij kan eveneens beslissen de keuze en de nadere regels van de gemeenschapsdienst toe te vertrouwen aan een bemiddelaar of een bemiddelingsdienst.

Cette prestation citoyenne ne peut excéder quinze heures et doit être exécutée dans un délai de six mois à partir de la date de la notification de la décision du fonctionnaire sanctionnateur.

§ 2. Les père et mère, tuteur, ou personnes qui ont la garde du mineur peuvent, à leur demande, accompagner le mineur lors de l'exécution de la prestation citoyenne.

§ 3. En cas de non-exécution ou de refus de la prestation citoyenne, le fonctionnaire sanctionnateur peut infliger une amende administrative.

### CHAPITRE 3. — Procédure administrative

#### Section 1<sup>re</sup>. — Constatations

**Art. 20.** Les infractions qui peuvent faire l'objet de sanctions administratives sont constatées par un fonctionnaire de police, un agent de police ou un garde champêtre particulier dans le cadre de ses compétences.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Les infractions qui peuvent uniquement faire l'objet de sanctions administratives peuvent également faire l'objet d'un constat par les personnes suivantes :

- 1° les agents communaux qui répondent aux conditions minimales fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, en matière de sélection, de recrutement, de formation et de compétence, et désignés à cette fin par le conseil communal. Dans le cas d'une zone de police pluricommunale, ces agents communaux-constatateurs peuvent procéder à des constatations sur le territoire de toutes les communes qui font partie de cette zone de police, et le cas échéant des communes d'une ou de plusieurs autres zones à condition qu'un accord préalable ait été conclu à cette fin entre les communes concernées de la zone de police d'origine de l'agent et, le cas échéant, la commune relevant d'une autre zone de police;
- 2° les fonctionnaires provinciaux ou régionaux, les membres du personnel des coopérations intercommunales et régies communales autonomes qui dans le cadre de leurs compétences sont désignés à cette fin par le conseil communal.
- 3° les agents des sociétés de transport en commun, appartenant à une des catégories déterminées par le Roi, dans le cadre de leurs compétences.

Pour le personnel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, le conseil communal énumère limitativement dans l'acte de désignation les articles des règlements de police communaux pour lesquels ces personnes ont le pouvoir de constater des infractions.

Le conseil communal ne peut énumérer que les articles qui sont directement en lien avec les compétences du personnel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° qui ressortent de la réglementation qui leur est applicable. L'autorité ou entité concernée donne son accord quant à cette compétence supplémentaire.

Le personnel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° devra répondre aux conditions minimales de sélection, de recrutement et de formation déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

§ 2. Les agents des entreprises de gardiennage, désignés à cette fin par le conseil communal peuvent déclarer les infractions pouvant uniquement être sanctionnées par une sanction administrative, exclusivement auprès de l'agent visé à l'article 20, et ceci uniquement dans le cadre des activités, visées à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière.

§ 3. En cas de constatations d'infractions pouvant donner lieu à une sanction administrative, dont ils sont les témoins directs et dans le cadre strict des compétences qui leur sont accordées, les personnes visées au § 1<sup>er</sup>, peuvent demander la présentation d'une pièce d'identité afin de déterminer l'identité exacte du contrevenant. Elles restituent ensuite immédiatement cette pièce d'identité à l'intéressé.

§ 4. Les infractions visées à l'article 3, 3°, ne peuvent être constatées que par les personnes visées au § 1<sup>er</sup>, 1° et à l'article 20.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Pour les infractions visées à l'article 3, 1° et 2°, l'original du constat est adressé au procureur du Roi au plus tard dans les deux mois de la constatation.

S'il s'agit de mineurs, le procès-verbal doit parvenir au procureur du Roi de la résidence des parents, du tuteur ou des personnes qui en ont la garde.

Deze gemeenschapsdienst mag niet meer dan vijftien uur bedragen en moet worden uitgevoerd binnen een termijn van zes maanden vanaf de datum van kennisgeving van de beslissing van de sanctionnerend ambtenaar.

§ 2. De vader en moeder, voogd of personen die de hoede hebben over de minderjarige, kunnen op hun verzoek de minderjarige begeleiden bij het uitvoeren van de gemeenschapsdienst.

§ 3. In geval van niet-uitvoering of weigering van de gemeenschapsdienst, kan de sanctionnerend ambtenaar een administratieve geldboete opleggen.

### HOOFDSTUK 3. — Administratieve procedure

#### Afdeling 1. — Vaststellingen

**Art. 20.** De inbreuken die het voorwerp van administratieve sancties kunnen uitmaken, worden vastgesteld door een politieambtenaar, een agent van politie of een bijzondere veldwachter in het kader van zijn bevoegdheden.

**Art. 21.** § 1. De inbreuken die uitsluitend het voorwerp kunnen uitmaken van administratieve sancties kunnen eveneens worden vastgesteld door de volgende personen :

- 1° de gemeenteambtenaren die voldoen aan de door de Koning vastgelegde minimumvoorwaarden, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad inzake de selectie, aanwerving, opleiding en bevoegdheid, en die daartoe door de gemeenteraad worden aangewezen. In geval van een meergemeentepolitiezone, kunnen deze gemeenteambtenaren-vaststellers verrichten op het grondgebied van alle gemeenten die deel uitmaken van deze politiezone, en desgevallend, van de gemeenten van een of meer andere zones, op voorwaarde dat er een voorafgaande overeenkomst daartoe werd gesloten tussen de betrokken gemeenten van de politiezone van oorsprong van de ambtenaar en, in voorkomend geval, de gemeente die tot een andere politiezone behoort;
- 2° de provinciale of gewestelijke ambtenaren, de personeelsleden van de intergemeentelijke samenwerkingsverbanden en autonome gemeentebedrijven die hiertoe binnen het raam van hun bevoegdheden door de gemeenteraad worden aangewezen.
- 3° de personeelsleden van de openbare vervoersmaatschappijen die behoren tot één van de door de Koning bepaalde categorieën, binnen het raam van hun bevoegdheden.

Voor de in het eerste lid, 2°, bedoelde personeelsleden, somt de gemeenteraad in het aanstellingsbesluit limitatief op de artikelen uit de gemeentelijke politiereglementen waarvoor deze personen de bevoegdheid hebben om inbreuken vast te stellen.

De gemeenteraad kan alleen die artikelen opsommen die in rechtstreeks verband staan met de bevoegdheden van de in het eerste lid, 2°, bedoelde personeelsleden die voortvloeien uit de regelgeving die op hen van toepassing is. De betrokken overheid of entiteit gaat akkoord met deze bijkomende bevoegdheid.

De in het eerste lid, 2°, bedoelde personeelsleden moeten voldoen aan de door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, vastgelegde minimumvoorwaarden inzake selectie, aanwerving en opleiding.

§ 2. De personeelsleden van de bewakingsondernemingen, die daartoe door de gemeenteraad werden aangewezen, kunnen uitsluitend bij de ambtenaar bedoeld in artikel 20 melding maken van inbreuken die enkel bestraft kunnen worden met een administratieve sanctie, en dit enkel in het kader van de activiteiten, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en de bijzondere veiligheid.

§ 3. In geval van vaststellingen van inbreuken die kunnen leiden tot een administratieve sanctie, waarvan ze rechtstreeks getuige zijn en binnen het strikte kader van de hun toegekende bevoegdheden, kunnen de personen bedoeld in § 1, de voorlegging vragen van een identiteitsbewijs om de juiste identiteit van de overtreder te bepalen. Zij geven het identiteitsbewijs nadien onmiddellijk terug aan de betrokkene.

§ 4. De overtredingen bedoeld in artikel 3, 3°, kunnen enkel worden vastgesteld door de in § 1, 1°, en in artikel 20 bedoelde personen.

**Art. 22.** § 1. Voor de in artikel 3, 1°, en 2°, bedoelde inbreuken wordt de originele vaststelling uiterlijk binnen twee maanden na de vaststelling overgezonden aan de procureur des Konings.

Indien het om minderjarigen gaat, moet het proces-verbaal toekomen bij de procureur des Konings van de verblijfplaats van de ouders, de voogd of de personen die er de hoede over hebben.

La personne visée à l'article 20 consigne explicitement dans le procès-verbal la date à laquelle celui-ci a été transmis ou remis au procureur du Roi. Une copie est transmise au même moment au fonctionnaire sanctionnateur compétent de la commune où les faits se sont produits.

§ 2. Lorsque l'infraction n'est punissable que d'une sanction administrative, l'original du constat est envoyé au plus tard dans les deux mois de la constatation au fonctionnaire sanctionnateur compétent de la commune où les faits se sont produits.

§ 3. Les personnes visées aux articles 20 et 21 transmettent toujours au procureur du Roi une copie des constatations à charge de mineurs pour des faits qui ne sont punissables que par une sanction administrative.

§ 4. Dans le cas où la constatation est établie par un agent visé à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, celui-ci l'envoie au plus tard dans les deux mois de la constatation au fonctionnaire sanctionnateur compétent sur le territoire de la commune où les faits se sont produits.

§ 5. Dans le cas où la constatation est établie suite à un flagrant délit, l'original du constat est envoyé au fonctionnaire sanctionnateur ou au procureur du Roi dans un délai d'un mois à dater de la constatation des faits.

§ 6. Pour les infractions visées à l'article 3, 3<sup>o</sup>, l'original du constat est adressé au fonctionnaire sanctionnateur. Le procureur du Roi en est informé selon les modalités déterminées dans le protocole d'accord visé à l'article 23.

Lorsque le véhicule est en outre, de manière directe ou indirecte, impliqué dans un accident ou si d'autres infractions que celles visées à l'article 3, 3<sup>o</sup>, sont également constatées, un procès-verbal ne peut être établi que par les personnes visées à l'article 20. Ce procès-verbal est transmis au procureur du Roi.

#### Section 2. — Procédure en cas d'infractions mixtes

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne les infractions visées à l'article 3, le conseil communal peut ratifier un protocole d'accord conclu entre le procureur du Roi compétent et le collège des bourgmestre et échevins ou le collège communal.

Ce protocole d'accord, dont le Roi fixe les modalités et le modèle, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, est une convention établie entre le collège des bourgmestres et échevins ou le collège communal et le procureur du Roi compétent concernant les infractions mixtes.

Ce protocole d'accord respecte l'ensemble des dispositions légales concernant notamment les procédures prévues pour les contrevenants et ne peut déroger aux droits de ceux-ci.

Il peut être identique à l'ensemble des communes de la zone de police dans le cas visé à l'article 2, § 2.

Toutefois, pour les infractions visées à l'article 3, 3<sup>o</sup>, l'établissement d'un protocole d'accord est obligatoire.

Le protocole d'accord est annexé aux règlements et ordonnances visés aux articles 3 et 4, et publié par le collège des bourgmestre et échevin ou le collège communal sur le site internet de la commune si elle en dispose et/ou par la voie d'une affiche indiquant le lieu où le texte du protocole peut être consulté par le public.

§ 2. À défaut de protocole d'accord et pour les infractions visées à l'article 3, 1<sup>o</sup>, le fonctionnaire sanctionnateur ne peut infliger une amende administrative ou proposer une mesure alternative à celle-ci qu'au cas où le procureur du Roi a, dans un délai de deux mois, fait savoir qu'il trouve cela opportun et que lui-même ne réservera pas de suite aux faits.

§ 3. À défaut de protocole d'accord et pour les infractions visées à l'article 3, 2<sup>o</sup>, le procureur du Roi dispose d'un délai de deux mois, à compter du jour de la réception de l'original du procès-verbal, pour informer le fonctionnaire sanctionnateur qu'une information ou une instruction a été ouverte ou que des poursuites ont été entamées ou qu'il estime devoir classer sans suite le dossier à défaut de charges suffisantes. Cette communication éteint la possibilité pour le fonctionnaire sanctionnateur d'imposer une amende administrative.

Le fonctionnaire sanctionnateur ne peut infliger l'amende administrative ou proposer une mesure alternative à celle-ci avant l'échéance de ce délai. Passé celui-ci, les faits ne peuvent être sanctionnés que de manière administrative. Le fonctionnaire sanctionnateur peut, cependant, infliger une amende administrative ou proposer une mesure alternative à celle-ci avant l'échéance de ce délai si, avant l'expiration de celui-ci, le procureur du Roi, sans remettre en cause la matérialité de

De in artikel 20 bedoelde persoon vermeldt uitdrukkelijk in het proces-verbaal de datum waarop dit is overgezonden of overhandigd aan de procureur des Konings. Een kopie wordt tegelijkertijd overgezonden aan de bevoegde sanctionnerend ambtenaar van de gemeente waar de feiten zich hebben voorgedaan.

§ 2. Wanneer de inbreuk enkel met een administratieve sanctie kan worden bestraft, wordt de originele vaststelling uiterlijk binnen twee maanden na de vaststelling verstuurd aan de bevoegde sanctionnerend ambtenaar van de gemeente waar de feiten zich hebben voorgedaan.

§ 3. De in de artikelen 20 en 21 bedoelde personen zenden aan de procureur des Konings steeds een kopie over van de vaststellingen ten laste van minderjarigen voor feiten die enkel bestraft kunnen worden met een administratieve sanctie.

§ 4. Ingeval de vaststelling wordt opgesteld door een in artikel 21, § 1, eerste lid, 3<sup>o</sup>, bedoelde personeelslid, wordt zij uiterlijk binnen twee maanden na de vaststelling door dit personeelslid toegestuurd aan de sanctionnerend ambtenaar bevoegd voor het grondgebied van de gemeente waar de feiten zich hebben voorgedaan.

§ 5. Ingeval de vaststelling na een misdrijf op heterdaad wordt opgesteld, wordt het originele exemplaar van de vaststelling overgezonden aan de sanctionnerend ambtenaar of aan de procureur des Konings, binnen een termijn van één maand vanaf de vaststelling van de feiten.

§ 6. Voor de in artikel 3, 3<sup>o</sup>, bedoelde inbreuken wordt de originele vaststelling overgezonden aan de sanctionnerend ambtenaar. De procureur des Konings wordt hiervan op de hoogte gebracht volgens de nadere regels bepaald in het in artikel 23 bedoelde protocolakkoord.

Wanneer het voertuig op directe of indirecte wijze betrokken is bij een ongeval of wanneer er eveneens andere dan de in artikel 3, 3<sup>o</sup>, bedoelde inbreuken worden vastgesteld, kan alleen een proces-verbaal worden opgesteld door de personen bedoeld in artikel 20. Dit proces-verbaal wordt overgezonden aan de procureur des Konings.

#### Afdeling 2. — Procedure in geval van gemengde inbreuken

**Art. 23.** § 1. Met betrekking tot de in artikel 3 bedoelde inbreuken, kan de gemeenteraad een protocolakkoord dat gesloten werd tussen de bevoegde procureur des Konings en het college van burgemeester en schepenen of het gemeentecollege, bekrachtigen.

Dit protocolakkoord, waarvan de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de nadere voorwaarden en het model vastlegt, is een overeenkomst die werd opgesteld tussen het college van burgemeester en schepenen of het gemeentecollege en de voor de gemengde inbreuken bevoegde procureur des Konings.

Dit protocolakkoord leeft alle wettelijke bepalingen na die met name betrekking hebben op de procedures voorzien voor de overtreders en kan de rechten van de overtreders niet schenden.

Het kan identiek zijn voor alle gemeenten van de politiezone in het geval bedoeld in artikel 2, § 2.

Voor de in artikel 3, 3<sup>o</sup>, bedoelde inbreuken, is de opstelling van een protocolakkoord evenwel verplicht.

Het protocolakkoord wordt bij de in de artikelen 3 en 4 bedoelde reglementen en verordeningen gevoegd en door het college van burgemeester en schepenen of het gemeentecollege bekendgemaakt op de internetsite van de gemeente indien zij daarover beschikt en/of via een affiche waarop vermeld staat waar de protocoltekst geraadpleegd kan worden door het publiek.

§ 2. Bij gebrek aan een protocolakkoord en voor de in artikel 3, 1<sup>o</sup>, bedoelde inbreuken kan de sanctionnerend ambtenaar enkel een administratieve geldboete opleggen of een alternatieve maatregel hiervoor voorstellen voor zover de procureur des Konings, binnen een termijn van twee maanden, laat weten dat hij dit opportuun acht en dat hijzelf geen gevolg aan de feiten zal geven.

§ 3. Bij gebrek aan een protocolakkoord en voor de inbreuken bedoeld in artikel 3, 2<sup>o</sup>, beschikt de procureur des Konings over een termijn van twee maanden, te rekenen vanaf de dag van ontvangst van het origineel proces-verbaal, om de sanctionnerend ambtenaar in te lichten dat een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek werd opgestart, vervolging werd ingesteld, dan wel dat hij oordeelt het dossier te moeten seponeren bij gebrek aan toereikende bezwaren. Deze mededeling doet de mogelijkheid vervallen voor de sanctionnerend ambtenaar om een administratieve geldboete op te leggen.

De sanctionnerend ambtenaar kan geen administratieve geldboete opleggen of een alternatieve maatregel hiervoor voorstellen vóór het verstrijken van deze termijn. Na het verstrijken ervan, kunnen de feiten enkel nog administratiefrechtelijk worden bestraft. De sanctionnerend ambtenaar kan evenwel een administratieve geldboete opleggen of een alternatieve maatregel hiervoor voorstellen vooraleer deze termijn is verstreken indien de procureur des Konings vóór het verstrijken ervan



l'infraction, a fait savoir qu'il ne réservera pas de suite aux faits.

**Art. 24.** Si, en dehors des cas de concours mentionnés à l'article 23, § 3, un fait constitue à la fois une infraction pénale et une infraction administrative, les procédures prévues pour les infractions visées à l'article 3, 2°, sont d'application.

Section 3. — Procédure devant le fonctionnaire sanctionnateur

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Déroulement de la procédure

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de l'exercice de ses compétences, le fonctionnaire sanctionnateur a accès aux données pertinentes à cette fin du Registre national et de la Direction pour l'Immatriculation des Véhicules, moyennant l'obtention préalable d'une autorisation, respectivement du Comité sectoriel du Registre national et du Comité sectoriel pour l'Autorité fédérale.

La « *Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten* », l'Union des Villes et Communes de Wallonie et l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale peuvent demander une autorisation générale d'accès aux données du Registre national et de la Direction pour l'Immatriculation des Véhicules, pour leurs membres, respectivement au Comité sectoriel du Registre national et au Comité sectoriel pour l'Autorité fédérale.

§ 2. Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur décide qu'il y a lieu d'entamer la procédure administrative, il communique au contrevenant par lettre recommandée :

- 1° les faits et leur qualification;
- 2° que le contrevenant a la possibilité d'exposer, par lettre recommandée, ses moyens de défense dans un délai de quinze jours à compter du jour de la notification, et qu'il a, à cette occasion, le droit de demander au fonctionnaire sanctionnateur de présenter oralement sa défense;
- 3° que le contrevenant a le droit de se faire assister ou représenter par un conseil;
- 4° que le contrevenant a le droit de consulter son dossier;
- 5° une copie du procès-verbal visé à l'article 20 ou du constat effectué par les personnes visées à l'article 21.

§ 3. Le fonctionnaire sanctionnateur détermine le jour où le contrevenant est invité à exposer oralement sa défense.

§ 4. Si le fonctionnaire sanctionnateur estime qu'une amende administrative n'excédant pas les 70 euros doit être imposée, le contrevenant majeur n'a pas le droit de demander de présenter oralement sa défense.

§ 5. Les père, mère et tuteurs ou les personnes qui ont la garde du contrevenant mineur sont également informés par lettre recommandée de l'ouverture de la procédure administrative. Ces parties disposent des mêmes droits que le mineur.

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. La décision du fonctionnaire sanctionnateur est prise dans un délai de six mois et portée à la connaissance des intéressés.

Ce délai de six mois prend cours à partir du jour de la constatation des faits par les personnes visées aux articles 20 et 21.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, la décision du fonctionnaire sanctionnateur est prise dans un délai de douze mois et portée à la connaissance des intéressés, lorsqu'intervient une prestation citoyenne et/ou une médiation.

Ce délai de douze mois prend cours à partir du jour de la constatation des faits par les personnes visées aux articles 20 et 21.

§ 3. Après l'expiration des délais visés aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, le fonctionnaire sanctionnateur ne peut plus infliger d'amende administrative.

Sous-section 2. — Notification de la décision

**Art. 27.** Après l'expiration du délai fixé par l'article 25, § 2, 2°, ou avant l'expiration de ce délai, lorsque le contrevenant signifie ne pas contester les faits ou, le cas échéant, après la défense orale ou écrite de l'affaire par le contrevenant ou son conseil, le fonctionnaire sanctionnateur peut infliger l'amende administrative.

Le fonctionnaire sanctionnateur notifie sa décision au contrevenant par lettre recommandée et, en cas d'infractions visées à l'article 3, au procureur du Roi.

heeft laten weten dat, zonder het materieel element van de inbreuk in twijfel te trekken, hij geen gevolg aan de feiten zal geven.

**Art. 24.** Indien, afgezien van de gevallen van samenloop bedoeld in artikel 23, § 3, een feit zowel een strafrechtelijke als een administratieve inbreuk vormt, zijn de procedures voorzien voor de inbreuken bedoeld in artikel 3, 2°, van toepassing.

Afdeling 3. — Procedure voor de sanctionerend ambtenaar

Onderafdeling 1. — Verloop van de procedure

**Art. 25.** § 1. De sanctionerend ambtenaar heeft in het kader van de uitoefening van zijn bevoegdheden, toegang tot de hiervoor pertinente gegevens van het Rijksregister en van de Directie Inschrijvingen van Voertuigen, op voorwaarde dat hij voorafgaand een machtiging verkregen heeft, respectievelijk van het Sectoraal Comité van het Rijksregister en van het Sectoraal Comité voor de Federale Overheid.

De Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten, de « *Union des Villes et Communes de Wallonie* » en de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kunnen voor hun leden een algemene machtiging vragen tot toegang tot de gegevens van het Rijksregister en van de Directie Inschrijvingen van Voertuigen, respectievelijk aan het Sectoraal Comité van het Rijksregister en aan het Sectoraal Comité voor de Federale Overheid.

§ 2. Wanneer de sanctionerend ambtenaar beslist dat de administratieve procedure opgestart dient te worden, deelt hij het volgende, per aangetekende brief, mee aan de overtreder :

- 1° de feiten en hun kwalificatie;
- 2° dat de overtreder de mogelijkheid heeft om bij aangetekende brief zijn verweermiddelen uiteen te zetten, binnen een termijn van vijftien dagen na de datum van kennisgeving, en dat hij, bij die gelegenheid, het recht heeft om aan de sanctionerend ambtenaar te vragen zijn verweer mondeling uiteen te zetten;
- 3° dat de overtreder het recht heeft om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman;
- 4° dat de overtreder het recht heeft om zijn dossier te raadplegen;
- 5° een kopie van het proces-verbaal bedoeld in artikel 20 of van de vaststelling opgesteld door de personen bedoeld in artikel 21.

§ 3. De sanctionerend ambtenaar bepaalt de dag waarop de overtreder wordt uitgenodigd om zijn mondeling verweer uiteen te zetten.

§ 4. Indien de sanctionerend ambtenaar van oordeel is dat een administratieve geldboete moet worden opgelegd die niet hoger is dan 70 euro, heeft de overtreder het recht niet om te vragen zijn verweer mondeling uiteen te zetten.

§ 5. De vader, moeder en voogden of personen die de minderjarige overtreder onder hun hoede hebben, worden eveneens per aangetekende brief op de hoogte gebracht dat een administratieve procedure geopend wordt. Deze partijen hebben dezelfde rechten als de minderjarige.

**Art. 26.** § 1. De beslissing van de sanctionerend ambtenaar wordt binnen een termijn van zes maanden genomen en wordt ter kennis gebracht van de betrokkenen.

Deze termijn van zes maanden neemt aanvang vanaf de dag van de vaststelling van de feiten door de in de artikelen 20 en 21 bedoelde personen.

§ 2. In afwijking van § 1, wordt de beslissing van de sanctionerend ambtenaar binnen een termijn van twaalf maanden genomen en wordt ter kennis gebracht van de betrokkenen, indien er een gemeenschapsdienst en/of bemiddeling tussenkomt.

Deze termijn van twaalf maanden neemt aanvang vanaf de dag van de vaststelling van de feiten door de in artikelen 20 en 21 bedoelde personen.

§ 3. Na het verstrijken van de in §§ 1 en 2 bedoelde termijnen, kan de sanctionerend ambtenaar geen administratieve geldboete meer opleggen.

Onderafdeling 2. — Kennisgeving van de beslissing

**Art. 27.** Na het verstrijken van de in artikel 25, § 2, 2°, bedoelde termijn of vóór het verstrijken van deze termijn, wanneer de overtreder te kennen geeft de feiten niet te betwisten of, desgevallend, na mondeling of schriftelijk verweer door de overtreder of zijn raadsman, kan de sanctionerend ambtenaar de administratieve geldboete opleggen.

De sanctionerend ambtenaar brengt zijn beslissing ter kennis van de overtreder per aangetekende brief en, in geval van in artikel 3 bedoelde inbreuken, van de procureur des Konings.

La décision du fonctionnaire sanctionneur est également notifiée par lettre recommandée, au mineur ainsi qu'à ses père et mère, ses tuteurs ou les personnes qui en ont la garde.

La notification reprend également les informations visées aux articles 9, § 1<sup>er</sup>, 10 et 12 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

**Art. 28.** Le fonctionnaire sanctionneur transmet une copie du procès-verbal ou du constat dressé par les personnes visées à l'article 21, ainsi qu'une copie de sa décision à toute partie qui a un intérêt légitime et qui lui a adressé au préalable une demande écrite et motivée.

Sous-section 3. — Procédure en cas d'infractions relatives à l'arrêt et au stationnement visées à l'article 3, 3<sup>o</sup>

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Le fonctionnaire sanctionneur fait part au contrevenant, dans les quinze jours à compter de la réception de la constatation de l'infraction, par envoi ordinaire, des données relatives aux faits constatés et à l'infraction commise ainsi que du montant de l'amende administrative.

L'amende administrative est payée par le contrevenant dans les trente jours de la notification de celle-ci, sauf si celui-ci fait connaître par envoi ordinaire, dans ce délai, ses moyens de défense au fonctionnaire sanctionneur. Le contrevenant peut-être entendu dans ce délai, à sa demande, lorsque le montant de l'amende administrative est supérieur à 70 euros.

§ 2. Si le fonctionnaire sanctionneur déclare les moyens de défense non fondés, il en informe le contrevenant, de manière motivée, avec renvoi au paiement de l'amende administrative qui doit être payée dans un nouveau délai de trente jours à compter de cette notification.

§ 3. Si l'amende administrative n'est pas payée dans le premier délai de trente jours, excepté en cas de moyens de défense, un rappel est envoyé avec une invitation à payer dans un nouveau délai de trente jours à compter de la notification de ce rappel.

#### Section 4. — Recours

**Art. 30.** La décision d'imposer une amende administrative a force exécutoire à l'expiration du délai d'un mois à compter du jour de sa notification, sauf en cas d'appel conformément à l'article 31.

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. La commune ou le contrevenant, en cas d'amende administrative peut introduire un recours par requête écrite auprès du tribunal de police, selon la procédure civile, dans le mois de la notification de la décision.

Lorsque la décision du fonctionnaire sanctionneur se rapporte aux mineurs, le recours est introduit par requête gratuite auprès du tribunal de la jeunesse. Dans ce cas, le recours peut également être introduit par les père et mère, les tuteurs ou les personnes qui en ont la garde. Le tribunal de la jeunesse demeure compétent si le contrevenant est devenu majeur au moment où il se prononce.

Le tribunal de police ou le tribunal de la jeunesse, statuent dans le cadre d'un débat contradictoire et public, sur le recours introduit contre la sanction administrative visée l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>. Ils jugent de la légalité et de la proportionnalité de l'amende imposée.

Ils peuvent soit confirmer, soit réformer la décision prise par le fonctionnaire sanctionneur.

Le tribunal de la jeunesse peut, lorsqu'il est saisi d'un recours contre l'amende administrative, substituer à celle-ci une mesure de garde, de préservation ou d'éducation prévue par l'article 37 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait. Dans ce cas, l'article 60 de la même loi est d'application.

La décision du tribunal de police ou du tribunal de la jeunesse n'est pas susceptible d'appel.

Toutefois, lorsque le tribunal de la jeunesse décide de remplacer la sanction administrative par une mesure de garde, de préservation ou d'éducation visée à l'article 37 de la loi précitée, sa décision est susceptible d'appel. Dans ce cas, les procédures prévues par la loi précitée sont d'application.

De beslissing van de sanctionnerend ambtenaar wordt eveneens per aangetekende brief ter kennis gebracht van de minderjarige en zijn vader en moeder, zijn voogden of personen die er de hoede over hebben.

In de kennisgeving wordt tevens de informatie opgenomen bedoeld in artikelen 9, § 1, 10 en 12 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens.

**Art. 28.** De sanctionnerend ambtenaar zendt een kopie van het proces-verbaal of van de vaststelling opgesteld door de personen bedoeld in artikel 21, evenals een kopie van zijn beslissing over aan elke partij die hierbij een rechtmatig belang heeft en die hem voorafgaand een schriftelijk en met redenen omkleed verzoek heeft overgezonden.

Onderafdeling 3. — Procedure in geval van inbreuken betreffende het stilstaan en het parkeren bedoeld in artikel 3, 3<sup>o</sup>

**Art. 29.** § 1. De sanctionnerend ambtenaar deelt binnen de vijftien dagen na ontvangst van de vaststelling van de inbreuk, bij gewone zending, aan de overtreder de gegevens mee met betrekking tot de vastgestelde feiten en de begane inbreuk, alsmede het bedrag van de administratieve geldboete.

De administratieve boete wordt betaald door de overtreder binnen dertig dagen na de kennisgeving ervan, tenzij de overtreder binnen deze termijn zijn verweermiddelen bij gewone zending laat geworden aan de sanctionnerend ambtenaar. De overtreder kan binnen deze termijn op zijn verzoek worden gehoord wanneer het bedrag van de administratieve geldboete hoger ligt dan 70 euro.

§ 2. Verklaart de sanctionnerend ambtenaar de verweermiddelen niet gegrond, dan brengt hij de overtreder hiervan op een met redenen omklede wijze op de hoogte met verwijzing naar de te betalen administratieve geldboete die binnen een nieuwe termijn van dertig dagen na deze kennisgeving moet worden betaald.

§ 3. Wordt de administratieve geldboete niet betaald binnen de eerste termijn van dertig dagen, dan wordt, behoudens in geval van verweermiddelen, een herinnering verstuurd met uitnodiging tot betaling binnen een nieuwe termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van die herinnering.

#### Afdeling 4. — Beroep

**Art. 30.** De beslissing tot het opleggen van een administratieve geldboete heeft uitvoerbare kracht na het verstrijken van één maand vanaf de dag van de kennisgeving, behoudens wanneer hoger beroep wordt aangetekend overeenkomstig artikel 31.

**Art. 31.** § 1. De gemeente of de overtreder, in geval van een administratieve geldboete, kan een beroep instellen bij geschreven verzoekschrift bij de politierechtbank, volgens de burgerlijke procedure, binnen een maand na kennisgeving van de beslissing.

Wanneer de beslissing van de sanctionnerend ambtenaar betrekking heeft op minderjarigen, wordt het beroep ingediend via kosteloos verzoekschrift bij de jeugdrechtbank. In dat geval kan het beroep eveneens worden ingesteld door de vader en moeder, voogden of personen die er de hoede over hebben. De jeugdrechtbank blijft bevoegd indien de overtreder meerderjarig is geworden op het moment van de uitspraak.

De politierechtbank of de jeugdrechtbank beslissen in het kader van een tegensprekelijk en openbaar debat, over het beroep ingesteld tegen de administratieve sanctie zoals bedoeld in artikel 4, § 1, 1<sup>o</sup>. Zij oordelen over de wettelijkheid en de proportionaliteit van de opgelegde geldboete.

Zij kunnen de beslissing van de sanctionnerend ambtenaar ofwel bevestigen ofwel herzien.

De jeugdrechtbank kan, wanneer hij gevat wordt door een beroep tegen de administratieve geldboete, in de plaats hiervan een maatregel van bewaring, behoeding of opvoeding opleggen, bepaald bij artikel 37 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade. In dit geval is artikel 60 van dezelfde wet van toepassing.

De beslissing van de politierechtbank of van de jeugdrechtbank is niet vatbaar voor hoger beroep.

Wanneer de jeugdrechtbank echter beslist om de administratieve sanctie te vervangen door een maatregel van bewaring, behoeding of opvoeding zoals bedoeld in artikel 37 van de voormelde wet, is zijn beslissing wel vatbaar voor hoger beroep. In dit geval zijn de procedures bedoeld in de voormelde wet van toepassing.



Sans préjudice des alinéas 1<sup>er</sup> à 7 et de la loi précitée du 8 avril 1965, les dispositions du Code judiciaire s'appliquent au recours auprès du tribunal de police et du tribunal de la jeunesse.

§ 2. Lorsqu'un recours est introduit contre la décision du fonctionnaire sanctionnateur, ce dernier ou son délégué peut représenter la commune dans le cadre de la procédure devant le tribunal de police ou le tribunal de la jeunesse.

**Art. 32.** Par dérogation aux délais visés aux articles 30 et 31, la décision du fonctionnaire sanctionnateur d'imposer une amende administrative en cas d'infractions visées à l'article 3, 3<sup>o</sup>, peut être exécutée de manière forcée, si cette amende administrative n'est pas payée dans le délai visé à l'article 29, § 3, à moins que le contrevenant ait introduit un recours dans ce délai.

#### CHAPITRE 4. — Perception de l'amende

**Art. 33.** Le Roi règle, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la manière de percevoir l'amende administrative.

Les amendes administratives sont perçues au profit de la commune.

Pour les infractions visées à l'article 3, 3<sup>o</sup>, l'amende administrative est, en cas d'absence du conducteur, mise à charge du titulaire de la plaque d'immatriculation du véhicule.

Les personnes visées à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, sont habilitées à demander l'identité du titulaire de la plaque d'immatriculation à l'autorité en charge de l'immatriculation des véhicules, et ce, moyennant l'obtention préalable d'une autorisation du Comité sectoriel pour l'Autorité fédérale.

La « *Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten* », l'Union des Villes et Communes de Wallonie et l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale peuvent demander une autorisation générale d'accès aux données de la Direction pour l'Immatriculation des Véhicules, pour leurs membres, au Comité sectoriel pour l'Autorité fédérale.

#### CHAPITRE 5

##### *Paiement immédiat de l'amende administrative*

**Art. 34.** Le présent chapitre est applicable pour les faits visés aux articles 2 et 3, 3<sup>o</sup>, commis par une personne physique qui n'a en Belgique ni domicile ni résidence fixe.

**Art. 35.** Seuls les membres du personnel du cadre opérationnel de la police fédérale et locale peuvent faire usage du paiement immédiat prévu par le présent chapitre.

**Art. 36.** § 1<sup>er</sup>. L'amende administrative ne peut être immédiatement perçue qu'avec l'accord du contrevenant.

§ 2. Le contrevenant est informé de l'ensemble de ses droits par les personnes visées à l'article 35, lors de la demande de paiement immédiat.

**Art. 37.** Les infractions qui ne peuvent faire l'objet que d'une sanction administrative peuvent donner lieu au paiement immédiat d'un montant maximum de 25 euros par infraction et d'un montant maximum de 100 euros lorsque plus de quatre infractions ont été constatées à charge du contrevenant.

**Art. 38.** Les infractions visées à l'article 3, 3<sup>o</sup>, peuvent donner lieu au paiement immédiat d'un montant déterminé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

**Art. 39.** Le paiement immédiat est exclu :

- 1<sup>o</sup> si le contrevenant est âgé de moins de 18 ans ou est déclaré en état de minorité prolongée ou incapable;
- 2<sup>o</sup> si l'une des infractions constatées à la même occasion ne peut pas faire l'objet de cette procédure.

**Art. 40.** Le paiement de l'amende administrative s'effectue par carte bancaire ou de crédit ou par virement ou en espèces.

Les modalités supplémentaires relatives au paiement immédiat de l'amende administrative sont déterminées par le Roi.

**Art. 41.** Le procès-verbal faisant état d'un paiement immédiat de l'amende administrative est transmis au fonctionnaire sanctionnateur et au procureur du Roi, en cas d'infractions visées à l'article 3, 3<sup>o</sup>, dans un délai de quinze jours.

Onverminderd het eerste tot het zevende lid en de voormelde wet van 8 april 1965, zijn de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing op het beroep bij de politierechtbank en de jeugdrechtbank.

§ 2. Wanneer een beroep wordt ingesteld tegen de beslissing van de sanctionnerend ambtenaar kan deze laatste of zijn afgevaardigde de gemeente vertegenwoordigen in het kader van de procedure voor de politierechtbank of de jeugdrechtbank.

**Art. 32.** In afwijking van de in de artikelen 30 en 31 bedoelde termijnen kan de beslissing van de sanctionnerend ambtenaar om een administratieve geldboete op te leggen in geval van in artikel 3, 3<sup>o</sup>, bedoelde inbreuken gedwongen worden uitgevoerd, indien deze administratieve geldboete niet binnen de termijn bedoeld in artikel 29, § 3, werd betaald, tenzij de overtreder binnen deze termijn een beroep instelt.

#### HOOFDSTUK 4. — Inning van de geldboete

**Art. 33.** De Koning regelt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de wijze van inning van de administratieve geldboete.

De administratieve geldboetes worden geïnd ten voordele van de gemeente.

Voor de in artikel 3, 3<sup>o</sup>, bedoelde inbreuken wordt bij afwezigheid van de bestuurder de administratieve geldboete ten laste gelegd van de houder van de kentekenplaat van het voertuig.

De in artikel 21, § 1, 1<sup>o</sup>, bedoelde personen zijn gemachtigd om de identiteit van de houder van de kentekenplaat op te vragen bij de overheid die belast is met de inschrijving van de voertuigen, op voorwaarde dat zij voorafgaandelijk een machtiging verkregen hebben van het Sectoraal Comité voor de Federale Overheid.

De Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten, de « *Union des Villes et Communes de Wallonie* » en de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kunnen voor hun leden aan het Sectoraal Comité voor de Federale Overheid een algemene machtiging vragen tot toegang tot de gegevens van de Directie Inschrijvingen van Voertuigen.

#### HOOFDSTUK 5

##### *Onmiddellijke betaling van de administratieve geldboete*

**Art. 34.** Dit hoofdstuk is van toepassing op de in de artikelen 2 en 3, 3<sup>o</sup>, bedoelde feiten gepleegd door een natuurlijk persoon die, noch een woonplaats, noch een vaste verblijfplaats heeft in België.

**Art. 35.** Alleen de personeelsleden van het operationele kader van de federale en lokale politie kunnen gebruik maken van de door dit hoofdstuk voorziene onmiddellijke betaling.

**Art. 36.** § 1. De administratieve geldboete kan alleen onmiddellijk worden geïnd mits akkoordbevinding van de overtreder.

§ 2. De overtreder wordt bij het verzoek tot onmiddellijke betaling door de personen bedoeld in artikel 35 op de hoogte gebracht van al zijn rechten

**Art. 37.** De inbreuken die slechts het voorwerp kunnen uitmaken van een administratieve sanctie kunnen aanleiding geven tot de onmiddellijke betaling van een maximumbedrag van 25 euro per inbreuk en een maximumbedrag van 100 euro wanneer er meer dan vier inbreuken ten laste van de overtreder werden vastgesteld.

**Art. 38.** De in artikel 3, 3<sup>o</sup>, bedoelde inbreuken kunnen aanleiding geven tot de onmiddellijke betaling van een door de Koning, bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, vastgelegd bedrag.

**Art. 39.** De onmiddellijke betaling is uitgesloten :

- 1<sup>o</sup> indien de overtreder minder dan 18 jaar oud is of onder het statuut van verlengde minderjarigheid valt of onbekwaam verklaard is;
- 2<sup>o</sup> indien één van de inbreuken die bij dezelfde gelegenheid worden vastgesteld geen aanleiding kan geven tot deze procedure.

**Art. 40.** De betaling van de administratieve geldboete gebeurt door middel van een bankkaart of kredietkaart of via overschrijving of in geld.

De bijkomende nadere regels betreffende de onmiddellijke betaling van de administratieve geldboete worden door de Koning bepaald.

**Art. 41.** Het proces-verbaal dat gewag maakt van een onmiddellijke betaling van de administratieve geldboete wordt binnen een termijn van vijftien dagen overgezonden aan de sanctionnerend ambtenaar en aan de procureur des Konings, in geval van inbreuken bedoeld in artikel 3, 3<sup>o</sup>.

**Art. 42.** § 1<sup>er</sup>. Le paiement immédiat éteint la possibilité d'infliger au contrevenant une amende administrative pour le fait visé.

§ 2. Le paiement immédiat n'empêche cependant pas le procureur du Roi de faire application des articles 216bis ou 216ter du Code d'instruction criminelle, ni d'engager des poursuites pénales. En cas d'application des articles 216bis ou 216ter du Code d'instruction criminelle, le montant immédiatement perçu est imputé sur le montant fixé par le ministère public et l'excédent éventuel est remboursé.

En cas de condamnation de l'intéressé, le montant immédiatement perçu est imputé sur les frais de justice dus à l'Etat et sur l'amende prononcée, et l'excédent éventuel est remboursé.

En cas d'acquiescement, le montant immédiatement perçu est restitué.

En cas de condamnation conditionnelle, le montant immédiatement perçu est restitué après déduction des frais de justice.

En cas de peine de travail, le montant immédiatement perçu est imputé sur les frais de justice dus à l'Etat et l'excédent éventuel est remboursé.

En cas de simple déclaration de culpabilité, le montant immédiatement perçu est imputé sur les frais de justice dus à l'Etat et l'excédent éventuel est remboursé.

#### CHAPITRE 6. — Prescription des amendes administratives

**Art. 43.** Les amendes administratives se prescrivent par cinq ans à compter de la date à laquelle elles doivent être payées.

Ce délai peut être interrompu soit tel que prévu par les articles 2244 et suivants du Code civil, soit par une renonciation de la prescription acquise. En cas d'interruption de la prescription, une nouvelle prescription susceptible d'être interrompue de la même manière, est acquise cinq ans après le dernier acte interruptif de la précédente prescription s'il n'y a instance en justice.

#### CHAPITRE 7

##### Registre des sanctions administratives communales

**Art. 44.** § 1<sup>er</sup>. Chaque commune tient un seul fichier des personnes physiques ou morales qui ont fait l'objet d'une sanction administrative ou d'une mesure alternative visée à l'article 4, § 2, sur la base du règlement général de police. La commune est responsable du traitement de ce fichier.

Ce fichier vise à assurer la gestion des sanctions administratives et des mesures alternatives visées à l'article 4, § 2.

Plusieurs communes peuvent décider de tenir ensemble un seul registre des sanctions administratives communales, sur la base de leurs règlements généraux de police. Dans ce cas, elles doivent déterminer, après concertation, le responsable de traitement.

§ 2. Ce fichier contient les données à caractère personnel et les informations suivantes :

- 1° le nom, prénoms, date de naissance, et la résidence des personnes qui font l'objet de sanctions administratives communales ou des mesures alternatives visées à l'article 4, § 2. S'il s'agit d'un mineur, les noms, prénoms, date de naissance, et la résidence des parents, tuteurs ou personnes qui ont la garde;
- 2° la nature des faits commis;
- 3° la nature de la sanction, ainsi que le jour où elle a été infligée;
- 4° le cas échéant, les informations transmises par le procureur du Roi compétent dans le cadre des infractions visées à l'article 3;
- 5° les sanctions qui ne sont plus susceptibles de recours.

Les données visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont conservées pendant cinq ans, à compter du jour où la sanction a été infligée ou la mesure alternative a été proposée. Passé ce délai, elles sont soit détruites, soit anonymisées.

§ 3. Le fonctionnaire sanctionnateur a accès aux données à caractère personnel et aux informations visées au § 2.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, après avis de la Commission de la protection de la vie privée, les autres conditions particulières relatives au traitement des données à caractère personnel figurant dans le registre des sanctions administratives communales.

**Art. 42.** § 1<sup>er</sup>. De onmiddellijke betaling doet de mogelijkheid vervallen om aan de overtreder een administratieve geldboete voor het bedoelde feit op te leggen.

§ 2. De onmiddellijke betaling verhindert de procureur des Konings evenwel niet de artikelen 216bis of 216ter van het Wetboek van Strafvordering toe te passen, noch strafrechtelijke vervolgingen in te zetten. In geval van toepassing van de artikelen 216bis of 216ter van het Wetboek van Strafvordering, wordt het onmiddellijk geïnde bedrag verhaald op het bedrag dat door het openbaar ministerie wordt bepaald en wordt het eventuele overschot terugbetaald.

In geval van veroordeling van de betrokkene, wordt het onmiddellijk geïnde bedrag verhaald op de aan de Staat verschuldigde gerechtskosten en de uitgesproken boete, en wordt het eventuele overschot terugbetaald.

In geval van vrijspraak, wordt het onmiddellijk geïnde bedrag teruggegeven.

In geval van voorwaardelijke veroordeling, wordt het onmiddellijk geïnde bedrag teruggegeven na aftrekking van de gerechtskosten.

In geval van een werkstraf, wordt het onmiddellijk geïnde bedrag verhaald op de aan de Staat verschuldigde gerechtskosten en wordt het eventuele overschot terugbetaald.

In geval van gewone schuldigverklaring, wordt het onmiddellijk geïnde bedrag verhaald op de aan de Staat verschuldigde gerechtskosten en wordt het eventuele overschot terugbetaald.

#### HOOFDSTUK 6. — Verjaring van de administratieve geldboetes

**Art. 43.** De administratieve geldboetes verjaren na vijf jaar, te rekenen vanaf de datum waarop ze betaald moeten worden.

Die termijn kan gestuit worden, hetzij zoals voorzien bij de artikelen 2244 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, hetzij door een afstand van de verkregen verjaring. Indien de verjaring gestuit wordt, is een nieuwe verjaring die op dezelfde manier gestuit kan worden, vaststaand vijf jaar na de laatste stuitingsakte van de voorgaande verjaring indien er geen aanleg voor de rechtbank heeft plaatsgevonden.

#### HOOFDSTUK 7

##### Register van de gemeentelijke administratieve sancties

**Art. 44.** § 1. Elke gemeente houdt één enkel bestand bij van de natuurlijke personen of rechtspersonen die, op basis van het algemeen politiereglement, het voorwerp hebben uitgemaakt van een administratieve sanctie of een in artikel 4, § 2, bedoelde alternatieve maatregel. De gemeente is verantwoordelijk voor de verwerking van dit bestand.

Dit bestand is bedoeld om het beheer van de administratieve sancties en de in artikel 4, § 2, bedoelde alternatieve maatregelen te verzekeren.

Meerdere gemeenten kunnen beslissen om samen één enkel register bij te houden van de gemeentelijke administratieve sancties, op basis van hun algemene politiereglementen. In dat geval moeten zij, na overleg, de verantwoordelijke voor de verwerking bepalen.

§ 2. Dit bestand bevat de volgende persoonsgegevens en informatiegegevens :

- 1° de naam, voornamen, geboortedatum en verblijfplaats van de personen die het voorwerp uitmaken van gemeentelijke administratieve sancties of van de in artikel 4, § 2, bedoelde alternatieve maatregelen. In het geval van een minderjarige, de namen, voornamen, geboortedatum en de verblijfplaats van de ouders, voogden of personen die hem onder hun hoede hebben;
- 2° de aard van de gepleegde feiten;
- 3° de aard van de sanctie en de dag waarop deze werd opgelegd;
- 4° in voorkomend geval, de informatie overgezonden door de procureur des Konings in het kader van de in artikel 3 bedoelde inbreuken;
- 5° de sancties waartegen geen beroep meer ingesteld kan worden.

De in het eerste lid bedoelde gegevens worden gedurende vijf jaar bewaard, te rekenen vanaf de datum waarop de sanctie werd opgelegd of de alternatieve maatregel werd voorgesteld. Eens deze termijn verstreken is, worden zij hetzij vernietigd, hetzij geanonimiseerd.

§ 3. De sanctionerend ambtenaar heeft toegang tot de in § 2 bedoelde persoonsgegevens en informatiegegevens.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na advies van de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer, de andere bijzondere voorwaarden met betrekking tot de verwerking van de persoonsgegevens die vermeld worden in het register van de gemeentelijke administratieve sancties.

CHAPITRE 8. — *Suspension, retrait et fermeture*

**Art. 45.** La suspension, le retrait et la fermeture, visés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 2° à 4°, sont imposés par le collège des bourgmestre et échevins ou le collège communal.

Elles ne peuvent être imposées qu'après que le contrevenant ait reçu un avertissement préalable. Cet avertissement comprend un extrait du règlement ou de l'ordonnance transgressé.

Le conseil communal établit la manière dont ces sanctions sont notifiées au contrevenant.

**TITRE III. — Dispositions modificatives et abrogatoires**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions modificatives*Section 1<sup>re</sup>. — Modifications de la Nouvelle loi communale

**Art. 46.** L'article 119*bis* de la Nouvelle loi communale, inséré par la loi du 13 mai 1999 et modifié en dernier lieu par la loi du 1<sup>er</sup> juin 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 119*bis*. Le conseil communal peut établir des peines et des sanctions administratives communales conformément à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales. ».

**Art. 47.** Dans la même loi, il est inséré un article 134*sexies* rédigé comme il suit :

« Art. 134*sexies*. § 1<sup>er</sup>. Le bourgmestre peut, en cas de trouble à l'ordre public causé par des comportements individuels ou collectifs, ou en cas d'infractions répétées aux règlements et ordonnances du conseil communal commises dans un même lieu ou à l'occasion d'événements semblables, et impliquant un trouble de l'ordre public ou une incivilité, décider d'une interdiction temporaire de lieu d'un mois, renouvelable deux fois, à l'égard du ou des auteurs de ces comportements.

§ 2. Par « interdiction temporaire de lieu », on entend l'interdiction de pénétrer dans un ou plusieurs périmètres précis de lieux déterminés accessibles au public, situés au sein d'une commune, sans jamais pouvoir en couvrir l'ensemble du territoire. Est considéré comme lieu accessible au public tout lieu situé dans la commune qui n'est pas uniquement accessible au gestionnaire du lieu, à celui qui y travaille ou à ceux qui y sont invités à titre individuel, à l'exception du domicile, du lieu de travail ou de l'établissement scolaire ou de formation du contrevenant.

§ 3. La décision visée au § 1<sup>er</sup> doit remplir les conditions suivantes :

- 1° être motivée sur la base des nuisances liées à l'ordre public;
- 2° être confirmée par le collège des bourgmestres et échevins ou le collège communal, à sa plus prochaine réunion, après avoir entendu l'auteur ou les auteurs de ces comportements ou leur conseil et après qu'il ait eu la possibilité à cette occasion de faire valoir ses moyens de défense par écrit ou oralement, sauf si après avoir été invité par lettre recommandée, il ne s'est pas présenté et n'a pas présenté de motifs valables d'absence ou d'empêchement.

§ 4. La décision peut être prise, soit après un avertissement écrit notifié par le bourgmestre informant l'auteur ou les auteurs de ces comportements du fait qu'une nouvelle infraction dans un lieu ou lors d'événements identiques pourra donner lieu à une interdiction de lieu, soit, à des fins de maintien de l'ordre, sans avertissement.

§ 5. En cas de non-respect de l'interdiction temporaire de lieu, l'auteur ou les auteurs de ces comportements sont passibles d'une amende administrative telle que prévue par la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales. ».

**Art. 48.** Dans l'article 135, § 2, alinéa 2, 7°, de la même loi, inséré par la loi du 13 mai 1999, les mots « de dérangement public » sont remplacés par le mot « d'incivilités ».

HOOFDSTUK 8. — *Schorsing, intrekking en sluiting*

**Art. 45.** De schorsing, de intrekking en de sluiting, bedoeld in artikel 4, § 1, 2° tot 4°, worden opgelegd door het college van burgemeester en schepenen of het gemeentecollege.

Zij kunnen slechts worden opgelegd nadat de overtreder een voorafgaande verwittiging heeft gekregen. Deze verwittiging bevat een uittreksel van het overtreden reglement of van de overtreden verordening.

De gemeenteraad bepaalt de manier waarop deze sancties ter kennis van de overtreder worden gebracht.

**TITEL III. — Wijzigings- en opheffingsbepalingen**HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingsbepalingen*

## Afdeling 1. — Wijzigingen van de Nieuwe gemeentewet

**Art. 46.** Artikel 119*bis* van de Nieuwe gemeentewet, ingevoegd bij de wet van 13 mei 1999 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 1 juni 2011, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 119*bis*. De gemeenteraad kan gemeentelijke administratieve straffen en sancties opleggen overeenkomstig de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties. ».

**Art. 47.** In dezelfde wet wordt een artikel 134*sexies* ingevoegd, luidende :

« Art. 134*sexies*. § 1. De burgemeester kan, in geval van verstoring van de openbare orde veroorzaakt door individuele of collectieve gedragingen, of in geval van herhaaldelijke inbreuken op de reglementen en verordeningen van de gemeenteraad gepleegd op eenzelfde plaats of ter gelegenheid van gelijkaardige gebeurtenissen en die een verstoring van de openbare orde of een overlast met zich meebrengen, beslissen over te gaan tot een tijdelijk plaatsverbod van een maand, tweemaal hernieuwbaar, jegens de dader of de daders van deze gedragingen.

§ 2. Onder « tijdelijk plaatsverbod » wordt verstaan het verbod binnen te treden in een of meerdere duidelijke perimeters van plaatsen die als toegankelijk voor het publiek worden bepaald, gelegen binnen een gemeente, zonder evenwel het geheel van het grondgebied te beslaan. Worden beschouwd als plaats die toegankelijk is voor het publiek elke plaats die gelegen is in de gemeente die niet enkel toegankelijk is voor de beheerder van de plaats, voor degene die er werkt of voor degenen die er individueel worden uitgenodigd, met uitzondering van de woonplaats, de plaats van het werk of de plaats van de onderwijs- of opleidingsinstelling van de overtreder.

§ 3. De in § 1 bedoelde beslissing moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° met redenen omkleed zijn op basis van de hinder die verband houdt met de openbare orde;
- 2° bevestigd worden door het college van burgemeester en schepenen of het gemeentecollege, bij de eerstvolgende vergadering, na de dader of de daders van die gedragingen of hun raadsman te hebben gehoord en nadat hij de mogelijkheid heeft gehad ter gelegenheid hiervan zijn verdedigingsmiddelen schriftelijk of mondeling te doen gelden, behalve indien hij, na te zijn uitgenodigd via een aangetekende brief, zich niet heeft gemeld en geen geldige motieven naar voren gebracht heeft voor zijn afwezigheid of zijn verhindering.

§ 4. De beslissing kan worden genomen, ofwel na een door de burgemeester betekende schriftelijke verwittiging die de dader of de daders van die gedragingen op de hoogte brengt van het feit dat een nieuwe inbreuk op een identieke plaats of ter gelegenheid van gelijkaardige gebeurtenissen aanleiding zal kunnen geven tot een plaatsverbod, ofwel, met het oog op de ordehandhaving, zonder verwittiging.

§ 5. In geval van niet-naleving van het tijdelijk plaatsverbod, kan de dader of kunnen de daders van die gedragingen gestraft worden met een administratieve geldboete zoals voorzien door de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties. ».

**Art. 48.** In de Franse tekst van artikel 135, § 2, tweede lid, 7°, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 13 mei 1999, worden de woorden « de dérangement public » vervangen door het woord « d'incivilités ».

## Section 2. — Modification du Code judiciaire

**Art. 49.** Dans l'article 601ter du Code judiciaire, inséré par la loi du 13 mai 1999, les 1° et 2°, sont remplacés par ce qui suit :

« 1° du recours contre la décision d'infliger la sanction visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, par le fonctionnaire sanctionnateur désigné à cet effet par la commune;

2° du recours contre la décision de ne pas infliger la sanction visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, par le fonctionnaire sanctionnateur désigné à cet effet par la commune. ».

## CHAPITRE 2. — Disposition abrogatoire

**Art. 50.** L'article 119ter de la Nouvelle loi communale, inséré par la loi du 17 juin 2004, est abrogé.

## TITRE IV. — Dispositions transitoire et finales

**Art. 51.** Les procédures en cours au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi demeurent régies par les dispositions légales et réglementaires qui étaient en vigueur au moment de l'introduction de la procédure.

La présente loi ne s'applique qu'aux infractions commises après son entrée en vigueur.

**Art. 52.** Le ministre de l'Intérieur fait tous les deux ans rapport au Parlement sur l'application de la présente loi. Ce rapport contient au minimum un aperçu du nombre d'amendes administratives visées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 1°, qui ont été infligées, réparties selon les catégories d'infractions, ainsi que des difficultés procédurales auxquelles l'application de la présente loi a donné lieu.

**Art. 53.** La présente loi entre en vigueur le premier jour du sixième mois qui suit celui de sa publication dans le *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 24 juin 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,  
Mme J. MILQUET

La Ministre de la Justice,  
Mme A. TURTELBOOM

Le Ministre des Entreprises publiques,  
de la Coopération au Développement  
chargé des Grandes villes,  
J.-P. LABILLE

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement, à l'Energie et à la Mobilité,  
M. WATHELET

Scellé du sceau de l'Etat :  
La Ministre de la Justice,  
Mme A. TURTELBOOM

—  
Note

(1) Session 2012-2013.

Documents de la Chambre des représentants : 53-2712 -2012/2013 :

N° 1 : Projet de loi.

N°s 2 à 5 : Amendements.

N° 6 : Rapport.

N° 7 : Texte adopté par la commission.

N° 8 : Texte adopté par la commission.

N° 9 : Amendements.

N° 10 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

N° 11 : Erratum.

Compte rendu intégral : 30 mai 2013.

Documents du Sénat : 5-2129 -2012/2013 :

N° 1 : Projet non évoqué par le Sénat.

## Afdeling 2. — Wijziging van het Gerechtelijk Wetboek

**Art. 49.** In artikel 601ter van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 mei 1999, worden het 1° en 2° vervangen door wat volgt :

« 1° van het beroep tegen de beslissing tot opleggen van de sanctie bedoeld in artikel 4, § 1, 1°, van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, door de sanctionnerend ambtenaar die daartoe door de gemeente wordt aangewezen;

2° van het beroep tegen de beslissing tot het niet-opleggen van de sanctie bedoeld in artikel 4, § 1, 1°, van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, door de sanctionnerend ambtenaar die daartoe door de gemeente wordt aangewezen. ».

## HOOFDSTUK 2. — Opheffingsbepaling

**Art. 50.** Artikel 119ter van de Nieuwe gemeentewet, ingevoegd bij de wet van 17 juni 2004, wordt opgeheven.

## TITEL IV. — Overgangs- en slotbepalingen

**Art. 51.** De procedures die lopende zijn op het tijdstip van de inwerkingtreding van deze wet blijven onderworpen aan de wettelijke en reglementaire bepalingen die van kracht waren op het tijdstip van de inleiding van de procedure.

Deze wet is enkel van toepassing op de inbreuken die gepleegd werden na de inwerkingtreding ervan.

**Art. 52.** De minister van Binnenlandse zaken brengt tweejaarlijks verslag uit aan het Parlement over de toepassing van deze wet. Daarin wordt minimaal een overzicht gegeven van het aantal administratieve geldboetes bedoeld in artikel 4, § 1, 1°, die werden opgelegd, voor welke categorieën van inbreuken en de procedurele moeilijkheden waartoe de toepassing van deze wet aanleiding heeft gegeven.

**Art. 53.** Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de zesde maand na die waarin ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 24 juni 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
Mevr. J. MILQUET

De Minister van Justitie,  
Mevr. A. TURTELBOOM

De Minister van Overheidsbedrijven,  
Ontwikkelingssamenwerking,  
belast met Grote Steden,  
J.-P. LABILLE

De Staatssecretaris voor Leefmilieu, Energie en Mobiliteit,  
M. WATHELET

Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
Mevr. A. TURTELBOOM

—  
Nota

(1) Zitting 2012-2013.

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers : 53-2712 -2012/2013 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nrs. 2 tot 5 : Amendementen.

Nr. 6 : Verslag.

Nr. 7 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 8 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 9 : Amendementen.

Nr. 10 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Nr. 11 : Erratum.

Integraal Verslag : 30 mei 2013.

Stukken van de Senaat : 5-2129 -2012/2013 :

Nr. 1 : Ontwerp niet geëvoëerd door de Senaat.

Voir aussi :

Documents de la Chambre des représentants : 53-2848 -2012/2013 :

N° 1 : texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 30 mai 2013.

Zie ook :

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers : 53-2848 -2012/2013 :

Nr. 1 : tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal Verslag : 30 mei 2013.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2013/00430]

**23 MAI 2013. — Arrêté royal attribuant des subventions pour l'année 2012 pour le financement des primes linguistiques en faveur des institutions et services bruxellois**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi spéciale du 19 juillet 2012 portant modification de la loi du 10 août 2001 créant un Fonds de financement du rôle international et de la fonction de capitale de Bruxelles et modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, notamment l'article 10;

Vu la loi du 4 mars 2013 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2013 notamment l'article 13 40 41 45 31 02;

Considérant que, sur base des listings reçus conformément à l'article 5/3 de la loi du 10 août 2001 créant un Fonds de financement du rôle international et de la fonction de capitale de Bruxelles, créant un fonds budgétaire Primes linguistiques et modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la subvention pour l'année 2012 est fixée à 2.368,77 EUR par agent bénéficiant d'une prime linguistique au 31 décembre 2011;

Vu les avis favorables de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 janvier et le 2 mai 2013;

Sur la proposition de Notre Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Des subventions pour un montant total de 25.000.000 EUR sont versées aux services et institutions de la Région de Bruxelles-Capitale selon la répartition du tableau ci-annexé.

**Art. 2.** L'intervention financière visée par le présent arrêté est imputée à charge de l'allocation de base 13 40 41 45 31 02.

**Art. 3.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 mai 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre  
et Ministre de l'Intérieur et de l'Egalité des Chances,  
Mme J. MILQUET

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2013/00430]

**23 MEI 2013. — Koninklijk besluit voor het toekennen van toelagen voor de financiering van de taalpremies van het jaar 2012, ten gunste van de Brusselse instellingen en diensten**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Bijzondere Wet van 19 juli 2012 houdende wijziging van de wet van 10 augustus 2001 tot oprichting van een Fonds ter financiering van de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel en tot wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op de wet van 4 maart 2013 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het jaar 2013, inzonderheid op artikel 13 40 41 45 31 02;

Overwegende dat op basis van de verkregen lijsten conform aan artikel 5/3 van de wet van 10 augustus 2001 tot oprichting van een Fonds ter financiering van de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel en tot oprichting van een begrotingsfonds Taalpremies en tot wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, wordt de toelage voor het jaar 2012 bepaald op 2.368,77 EUR per begunstigde medewerker van een taalpremie op 31 december 2011;

Gelet op de gunstige adviezen van de Inspecteur van Financiën gegeven op 24 januari en op 2 mei 2013;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Toelagen voor een totaalbedrag van 25.000.000 euro worden gestort aan de diensten en instellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest volgens de verdeling die in de tabel in bijlage staat.

**Art. 2.** De door het huidige besluit voorziene financiële tussenkomst wordt aangerekend op de basisallocatie 13 40 41 45 31 02.

**Art. 3.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 mei 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen,  
Mevr. J. MILQUET